

Solidarité avec les travailleurs de Caterpillar et des entreprises sous-traitantes

Communiqué commun du Mouvement VEGA et du Mouvement de Gauche

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DE CATERPILLAR & DES ENTREPRISES SOUS-TRAITANTES

Nous souhaitons tout d'abord faire part de notre révolte et de notre solidarité aux travailleurs et travailleuses (2200) de Caterpillar, sans oublier toutes les victimes collatérales, dont les salariés (plus de 6000) des entreprises sous-traitantes qui sont aussi menacés.



Malgré les nombreux sacrifices pour soutenir l'activité en échange du maintien de leur emploi, les travailleurs/euses de Caterpillar, sont floués par la direction de cette multinationale.

De même que l'argument du « coût salariale belge trop élevé » pourtant comparable à celui de la France qui accueillera une

partie de la production délocalisée, l'affaiblissement des commandes dans le secteur des engins de construction fait long feu comme prétexte aux restructurations successives depuis 2008.

Silence entretenu par contre sur les choix industriels de la direction américaine de la multinationale dont le chiffre d'affaire ne progresse qu'à coup de rachats d'entreprises existantes, alors que les ventes baissent.

Cette fermeture pure et simple est un scandale quand on sait que financièrement l'entreprise a réalisé de plantureux bénéfices: Les dividendes versés aux actionnaires ont atteint 1,2 milliards de dollars en 2014 (43% des bénéfices cette année-là).

En 2015, une « mauvaise » année selon sa direction, la multinationale Caterpillar a réalisé des bénéfices pour 2,1 milliards de dollars, bénéfices dont 1,6 milliards (soit 76% !) ont été reversés en dividendes aux actionnaires...

Il faut savoir que la majorité des actionnaires sont des fonds de pensions et d'investissements anglo-saxons. Comme l'indique un spécialiste du dossier : « Si le coût du capital n'explique pas tout, il mériterait au minimum d'être interrogé. Tout comme ceux qui assènent, jour après jour dans les médias, que l'investissement direct étranger est la voie royale vers le développement économique ! »

Et en Belgique, Caterpillar a profité au maximum des mécanismes légaux permettant d'éluider l'impôt.

Depuis plus de 20 ans l'entreprise Caterpillar paye un impôt moyen de 3,3%, au lieu de 34% comme la majorité des petites entreprises.

A titre d'exemple, elle n'a payé, en 2011, que 221.191 euros pour un bénéfice de 6,8 millions avant impôt.

Bon an mal an, le montant des déductions fiscales représentait déjà plus de 6,1 millions d'euros en 2013 (principalement issus des intérêts notionnels), auquel il faut encore rajouter des ristournes fiscales (2 millions d'économies d'impôts par

année) et autres subventions publiques.

Pourquoi autant d'aide ? Caterpillar utilisait ses filiales (notamment en Suisse) pour dégrader ses comptes en Belgique, et pour ensuite dire à l'Etat belge : "nous sommes dans le rouge, aidez-nous sinon on ferme...", la technique est connue.

Ce « shopping fiscal » de la part des multinationales a été facilité par les derniers traités européens.

Au-delà du cas présent, c'est là également qu'il faudra porter le fer.

The logo consists of the word "CATER" in large, bold, black capital letters. A red triangle is positioned below the letter 'A' in "CATER", pointing upwards. Below "CATER" is the word "PILLARD" in large, bold, black capital letters. The final letter 'D' in "PILLARD" is colored red.

REMBOURSEMENT DES INTÉRÊTS NOTIONNELS ET AUTRES CADEAUX FISCAUX !

Les citoyens sont en droit d'exiger que les autorités fédérales belges usent de tous les moyens possibles pour obtenir le remboursement des impôts non perçus, au titre de première réparation pour les dommages que la fermeture du site de Gosselies va entraîner sur toute la région.

Les travailleurs et leurs organisations représentatives savent depuis longtemps que la « procédure Renault » est, la plus part du temps, essentiellement un procédé dilatoire.

Du côté de la Région Wallonne, il est plus que temps de sortir du frigo le projet de loi que le Ministre Marcourt avait mis au point face à Mittal pour préserver l'outil du démantèlement

et favoriser toutes les chances de maintien de l'emploi, au service d'un projet de reconversion industrielle répondant aux enjeux du siècle.

Pour nous écosocialistes, en Wallonie comme en Europe, l'urgence est à la relocalisation de l'économie par le maintien et la restauration d'industries locales, à l'accélération de la transition énergétique, à la répartition du temps de travail et à la planification écologique. Cela implique une nouvelle gouvernance qui réhabilite un Etat de services publics, des parlements plus soucieux du sort de leur population que de plaire aux lobbies des multinationales. Bref, des autorités publiques qui formulent des choix de ré-industrialisation et de vie en société portant sur le long terme et non sur le courtermisme électoral. Ces choix, il faut les imposer aux officines européennes et aux élus qui bradent notre fiscalité au profit des actionnaires et des financiers, octroient des droits de polluer aux multinationales, dressent les travailleurs (notamment les plus pauvres) les uns contre les autres et réduisent nos vies au slogan "produire toujours plus et plus vite".

Tout comme les choix budgétaires des états membres, ce débat sur les choix industriels est aujourd'hui cadenassé par les traités européens et les accords sur l'investissement, qui font de l'Europe le terrain des jeux capricieux des actionnaires, des sociétés transnationales et des agences de notation.

Messieurs Michel et Magnette résument leur action possible à bomber le torse en qualifiant Caterpillar de "cow-boy" tout en annonçant déjà des "mesures d'accompagnement" Mais face aux mois, voir aux années pénibles que des milliers de familles vont vivre, elles sont en droit d'attendre des politiques autre chose que de les retrouver à-plat-ventre face à l'idéologie néolibérale de la compétitivité à tout prix et de la croissance infinie.

NI FERMETURE, NI RESTRUCTURATION : RÉAPPROPRIATION ET

AUTOGESTION !

Nous soutenons les travailleurs dans leur action de sécurisation des stocks et des machines présents sur le site de l'entreprise.

Cette action de résistance pourrait être prolongée par une procédure judiciaire demandant une saisie mobilière à titre conservatoire de l'actif de Caterpillar.

Nous aimerions également les inviter au débat et à la réflexion sur un objectif alternatif à la négociation des meilleures conditions de départ possibles pour les travailleurs :

- Salariés de Caterpillar, ouvriers, employés, cadres... personne n'est mieux placé que vous pour savoir que votre entreprise est performante.
- Et vous êtes capables de la faire fonctionner sans ces patrons voyous !
- Refusez le diktat des actionnaires qui en veulent toujours plus, réappropriiez-vous votre outil de travail !
- Passez-vous de vos actionnaires, réclamez la propriété de vos outils comme indemnité pour votre perte d'emploi et associez-vous sous forme de coopérative !
- Maintenez votre emploi et faites tourner votre usine !!!